

Matthieu Amiech: «La gestion de la crise sanitaire nous entraîne vers une société-machine»

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 13 MARS 2021

Pour l'éditeur Matthieu Amiech, penseur du développement des technologies, la crise liée au Covid constitue « *un effet d'aubaine pour les géants du numérique* ». Face à « *l'informatisation de toute la vie sociale* », face à la mise « *à l'arrêt* » ou presque de la vie démocratique, les citoyens se retrouvent aujourd'hui « *sans défense morale et politique* ». Sa réponse : une « *désobéissance concertée* ».



Point de retrait Amazon à la gare du Nord (Paris), novembre 2020. © Myriam Tirlor / Hans Lucas via AFP

Voilà un an que nous vivons sous le « régime Covid ». Un nouveau régime de relations sociales fait de perte du toucher, de disparition du festif, d'assèchement culturel et de reculs démocratiques. Un régime où le numérique s'impose à tous les niveaux, sans que l'impact écologique de cette mutation ne soit jamais interrogé.

Pour Matthieu Amiech, penseur de longue date du développement des technologies, celle-ci est pourtant profonde. En 2013, déjà, il alertait, dans un ouvrage collectif signé du groupe Marcuse (Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie), *La Liberté dans le coma – Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, sur les menaces que fait peser la société numérique sur l'égalité et les libertés. Aujourd'hui, il s'alarme de la gestion technocratique et autoritaire de la pandémie.

Coordinateur et cofondateur des éditions La Lenteur, petite maison créée dans le Tarn en 2007, Matthieu Amiech a publié de nombreux textes critiques des évolutions technologiques, de la sphère internet au monde agricole, en passant par le nucléaire, ainsi que des ouvrages traitant d'anarchisme ou d'écologie politique. Entretien.

Télétravail, téléconsultations, visioconférences, click and collect, plateformes VOD... Le Covid et l'isolement auquel nous avons été contraints ont démultiplié depuis un an la place du numérique dans nos vies. Quelles traces cela va-t-il laisser ?

Matthieu Amiech : Non seulement les traces vont être profondes, mais la question est carrément de savoir si l'on assiste (ou pas) à une mutation de la vie sociale. Face à un bouleversement si rapide et considérable, on est tenté de regarder l'événement Covid de manière hégélienne : des forces historiques travaillaient de longue date à cette évolution vers une vie « sans contact », largement informatisée, et il a suffi d'un choc – un mouvement de panique – pour que des parents soient prêts à ne plus embrasser leurs enfants, pour que des gens pensent protéger leurs aînés en les laissant seuls à Noël, pour qu'on trouve possible que des enfants masqués apprennent à lire et s'exprimer avec des instits masqués...

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Il ne s'agit pas seulement du numérique, c'est tout un rapport au monde. L'historien américain Christopher Lasch avait bien analysé dès 1980 l'évolution des dispositions émotionnelles dans nos sociétés urbanisées et consuméristes. Il parlait de narcissisme, de « *moi assiégé* », de la généralisation d'une mentalité de survie face à la multiplication des alertes écologiques, des risques de guerre et d'effondrements divers. Le numérique est devenu le support privilégié de ces évolutions psycho-comportementales.

On peut d'ailleurs se demander comment se serait déroulée une telle crise sanitaire à une époque où Internet n'existait pas – mettons en 1980. Il est certain que le scénario aurait été différent. À notre époque, cette crise a constitué un effet d'aubaine pour les géants du numérique. Une « divine surprise »,

comme l'avait été la défaite française face aux nazis en juin 1940 pour la bourgeoisie anticommuniste et antisémite.

Les traces risquent d'être profondes aussi sur le plan politique. Au nouveau régime de relations sociales correspond un nouveau recul de la démocratie. En Occident, nous vivons déjà dans des oligarchies plus ou moins libérales, où restait la possibilité de protester, de faire reculer ou négocier les pouvoirs en place. Depuis mars 2020, ce qui subsistait de vie démocratique est presque entièrement à l'arrêt : les manifestations, et plus encore les réunions publiques, les procédures d'information et de consultation de la population (aussi insatisfaisantes soient-elles), sont empêchées. La gestion de la crise sanitaire a un effet centrifuge, elle éloigne les citoyens les uns des autres, elle leur enlève toute prise sur la marche du monde. Elle nous entraîne vers une société-machine à tendance totalitaire.

Qu'entendez-vous par « société-machine » ?

Je me réfère aux travaux du groupe **Pièces et Main-d'œuvre** [« site de bricolage pour la construction d'un esprit critique grenoblois », ainsi que le précise la une du site, né en 2000 – nldr], qui a introduit ce terme pour dénoncer le projet de *smart planet* d'IBM – couvrir la société et le milieu naturel de capteurs électroniques pour en rationaliser le fonctionnement grâce à l'intelligence artificielle.

Quand on voit la façon dont l'épidémie est traquée en Chine et en Corée du Sud par des applications de smartphone et des caméras de vidéosurveillance qui permettent de retracer toutes les interactions sociales d'une personne testée positive, cela fait penser au fonctionnement d'une machine. Les projets scandaleux de « *pass sanitaire* » et autre passeport vaccinal relèvent aussi de la société-machine. En un sens un peu différent, penser que des enfants et même des étudiants puissent s'instruire avec un enseignement assuré par informatique relève de la société-machine.

Le problème est que face à cette mutation menée tambour battant par un certain nombre d'industriels et de technocrates, la population est sans défense

morale et politique. La numérisation de nos existences est encore rarement perçue comme un problème politique majeur. Les élus ne songent, dans le meilleur des cas, qu'à encadrer ce qu'ils considèrent comme des dérives. Les mouvements sociaux n'ont jamais dénoncé cette numérisation comme un vecteur crucial de précarisation économique, d'augmentation des inégalités et d'affaiblissement des capacités de contestation populaire – sur ce dernier point, c'est même plutôt le contraire.

Pourtant, depuis 70 ans, des penseurs majeurs nous ont donné les outils pour politiser la question de la technique : les écrits de George Orwell, Hannah Arendt, Günther Anders, Jacques Ellul et Bernard Charbonneau ou encore Lewis Mumford permettent de saisir la centralisation et la perte de liberté induites par l'informatique, y compris l'ordinateur personnel. Mais la gauche refoule cette critique fondamentale. Elle refuse de réfléchir au fait dramatique qu'une grande partie de ce qui est produit depuis plusieurs décennies est nocif pour la liberté, l'égalité et l'environnement.

«Un despotisme hybridant Silicon Valley et Chine post-maoïste ?»

Le problème avait pourtant affleuré dans les années 1970. La dénonciation de l'aliénation au travail et du taylorisme était au centre de la révolte de Mai 68. Les premiers mouvements écologistes (le journal *La Gueule ouverte*, le groupe de scientifiques dissidents *Survivre et vivre...*) avaient posé clairement le problème du contenu de la production industrielle et du rôle de la science dans la domination capitaliste, ainsi que dans la catastrophe écologique. Mais assez vite, la montée du chômage a donné un prétexte parfait pour recouvrir ces questionnements vitaux. Le problème écologique a été éludé pendant 30 ans, et quand il est (re)venu au premier plan, dans les années 2000-2010, l'industrie et la technoscience n'en étaient plus vues comme responsables mais comme porteuses de solutions.

Aujourd'hui, les dirigeants politiques ne sont là que pour accompagner et stimuler le développement technologique. Nous vivons dans une technocratie. La

gestion de la pandémie par le pouvoir des experts et la fuite en avant technologique illustrent ce renoncement à la démocratie.

Cette place accrue de la technologie et du numérique avec le Covid ouvre-t-elle un boulevard à la 5G ? Ce déploiement ne pose-t-il pas de nombreux problèmes ?

La détermination de l'État à déployer la 5G est très compréhensible. L'objectif est de démultiplier le débit d'Internet pour radicaliser l'addiction d'un grand nombre de gens au numérique et pour mettre en relation des milliards d'objets connectés. Seulement, il y a un imprévu : une partie de la population se méfie de ce projet, à tel point que certains politiciens se prononcent contre – fait exceptionnel. Même des personnes qui n'avaient jusqu'ici aucun problème avec l'usage intensif des technologies trouvent que cela va trop loin, à l'image du mouvement des «gilets jaunes», largement tributaires des réseaux sociaux mais au sein desquels des mots d'ordre anti-5G étaient apparus.



Une famille à Toulouse, novembre 2020. © Céline Gaille / Hans Lucas via AFP

Et c'est vrai, la 5G marque un seuil important. Je ne pense pas tant à la baisse des temps de téléchargement des vidéos, mais surtout à l'automatisation accrue des *process* de production et de circulation des marchandises. La 5G est d'abord un projet industriel et logistique. Mais elle a aussi une dimension politique : la surveillance de la population risque de s'affiner à travers la prolifération des petites antennes-relais dans les rues et des caméras de vidéosurveillance avec système de reconnaissance faciale.

La 5G pose donc la question du type de société que l'on souhaite : société humaine ou société-machine ? Mise en chantier d'un projet démocratique ou despotisme hybridant Silicon Valley et Chine post-maoïste ? Est-il souhaitable d'éliminer au maximum

le travail et les décisions humaines ? La 5G sera par exemple au service d'une agriculture dite 4.0, ou « *de précision* », c'est-à-dire tendanciellement sans intervention humaine : gestion automatisée des cheptels d'animaux, surveillance par drones et satellites des besoins des cultures en engrais et pesticides, robots de désherbage ou de pulvérisation...

Alors qu'il faudrait produire moins, mais avec plus de travail humain, en préservant et réinventant des savoir-faire manuels et des techniques conviviales (au sens d'Ivan Illich), nous nous dirigeons vers des niveaux de chômage technologique très élevés. Ce ne sont pas les projets de décroissance qui mettent de plus en plus de gens des classes moyennes et populaires sur la touche ; ce sont les promoteurs de la quatrième révolution industrielle.



© Seuil

Enfin, se pose la question fondamentale de la puissance. Si la France ne passe pas à la 5G (puis à la 6G...), elle risque de se retrouver en position de faiblesse, y compris militaire, par rapport à d'autres pays. Aujourd'hui, il faut assumer le choix politique, profondément éthique, d'arrêter cette course à la puissance. Seul un tel choix permettrait peut-être de freiner le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources. Dans son essai *L'Aigle, le Dragon et la crise planétaire*, Jean-Michel Valantin montre *a contrario* comment la rivalité géopolitique entre la Chine et les États-Unis verrouille la trajectoire de l'humanité vers la destruction de la biosphère.

Est-il encore possible de s'opposer au déploiement de la 5G ?

Il faudrait pour cela un vaste mouvement populaire, au moins équivalent à celui des gilets jaunes, qui mette en son cœur la remise en cause de notre dépendance chaque jour croissante au numérique. Autant dire qu'on en est loin ! Quelque chose aurait peut-être pu émerger dans un contexte non confiné. De ce point de vue aussi, le Covid-19 et sa gestion politique ont ouvert, ou élargi, un boulevard pour la 5G.

Actuellement, il n'y a presque pas de possibilité de réunions publiques. Il y a par contre des antennes qui brûlent régulièrement. Et il y a des prises de position d'élus locaux, de conseils municipaux. Pourtant, tout a été fait pour que ces élus de base ne puissent plus s'opposer à la construction d'antennes de téléphonie mobile. Aujourd'hui, un maire ne peut pas faire valoir le principe de précaution contre la 5G. Il ne lui reste que des arguments urbanistiques ou patrimoniaux.

Dans ce contexte, **l'arrêté de Fontenay-sous-Bois** [commune du Val-de-Marne dont la majorité municipale est issue de la liste de rassemblement de la gauche Vivre Fontenay – nldr] est intéressant. Il ordonne la suspension du déploiement des antennes-relais jusqu'à la publication du rapport de l'Anses [Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, sous tutelle de différents ministères – nldr] sur les conséquences sanitaires de la 5G. Il annonce l'organisation de débats contradictoires sur la commune. Et il donne beaucoup de place à l'impact écologique énorme du numérique (émissions de gaz à effet de serre, pollutions par les déchets) qui ne peut que s'aggraver avec la 5G.

Le coût écologique est d'ailleurs un impensé de la gestion de la crise Covid...

C'est un grand mensonge du XXI^e siècle. Les technologies de pointe, l'informatique, l'intelligence artificielle sont présentées par les décideurs comme des moyens de freiner la catastrophe écologique. Le déploiement de la 5G contribuerait à ce qu'ils appellent la transition énergétique : cette technologie plus sophistiquée et puissante ferait moins de dégâts que les étapes antérieures de l'industrialisation.

«S'opposer par la désobéissance concertée»

Or, c'est impossible. Avec l'explosion du trafic que la 5G appelle, on consommera beaucoup plus d'électricité ; on produira plus de puces RFID, de smartphones, d'écrans tactiles, d'antennes, de serveurs informatiques dans des *data centers* encore plus grands. Et donc, on aura besoin de plus de métaux rares ; on ouvrira de nouvelles mines où on creusera plus profondément, en dépensant plus d'énergie et en polluant davantage autour des sites d'extraction.

Dans **une tribune** publiée l'an dernier, l'historien des techniques François Jarrige expliquait qu'il n'y a pas de transition énergétique. Ce terme fait écran devant la seule question qui importe : va-t-on continuer de produire plus, en prétendant que la technologie nous permettra de maîtriser les dégâts ? Ou va-t-on procéder à un inventaire collectif de nos besoins et y répondre par des moyens moins destructeurs, en laissant s'affirmer d'autres conceptions de la vie ?

Quelle est votre réponse personnelle à tout cela ? Dans l'ouvrage collectif auquel vous avez contribué, *La Liberté dans le coma – Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, paru en 2013 et réédité en 2019 aux éditions La Lenteur, vous écriviez : « Nous considérons qu'une vie sans Internet, sans appareils photos numériques, sans baladeurs musicaux, sans centrales nucléaires et sans TGV vaut plus la peine d'être vécue que celle que les humains endurent actuellement, et que tous ces artefacts sont incompatibles avec la liberté et la démocratie. [...] Avoir un monde en partage implique que les gens aient encore du plaisir à se fréquenter directement, à s'aimer ou à entrer en conflit les yeux dans les yeux. Or tout est fait aujourd'hui pour nous éviter cette épreuve du face-à-face. » Avez-vous la même analyse en ce début 2021 ? Est-ce encore possible de se passer d'Internet ?



© La Lenteur

Avec mes collègues du groupe Marcuse, nous pensons toujours ainsi. Par contre, nous sommes comme tout le monde réduits à prendre le TGV ou à passer plus de temps sur Internet, quand la société ne laisse pratiquement plus aucun choix.

La possibilité d'échapper un tant soit peu à l'emprise numérique dépend beaucoup du métier qu'on exerce. Mais rien ne sert de chercher à s'en prémunir seul, il n'y a que des réponses collectives qui peuvent arrêter ce rouleau compresseur.

Ma réponse personnelle, c'est donc de m'impliquer dans des groupes qui tentent de s'opposer à l'informatisation de toute la vie sociale par la désobéissance concertée. Ainsi, le collectif **Écran Total** fédère depuis 2013 des résistances et des réticences au numérique dans différents mondes professionnels : des profs qui refusent l'école numérique, des assistantes sociales qui s'opposent à la taylorisation de leur travail par les statistiques et les ordinateurs, des éleveurs hostiles au puçage électronique des animaux, etc. Des gens de toute la France s'y retrouvent pour échanger sur ce qui leur est insupportable dans leur boulot, dans le management et les normes qu'ils subissent, et on s'épaule mutuellement dans nos refus. C'est une expérience humaine très forte, mais ce n'est pas du tout miraculeux politiquement : nous sommes tous sur la défensive, il nous faudrait être plus nombreux et inventifs pour tenir face à la déferlante.

Jusqu'ici, la seule résistance à la numérisation qui a pris de l'ampleur et perturbé quelque peu la technocratie, c'est le rejet des compteurs Linky. Cela donne des pistes. Surtout, ne pas rester seul avec la peur de passer pour un blaireau rétrograde : il y en a toujours d'autres près de chez nous !

Pourquoi l'impact écologique de ce système numérique ne fait-il pas plus débat ?

La fable de la dématérialisation est extrêmement puissante. De nombreux écologistes ont cru ou croient encore que les technologies de pointe peuvent aider à la création d'un système productif moins destructeur. Même André Gorz, critique souvent acéré de la division du travail industriel, s'est fourvoyé dans cette illusion informatique à la fin de sa vie.

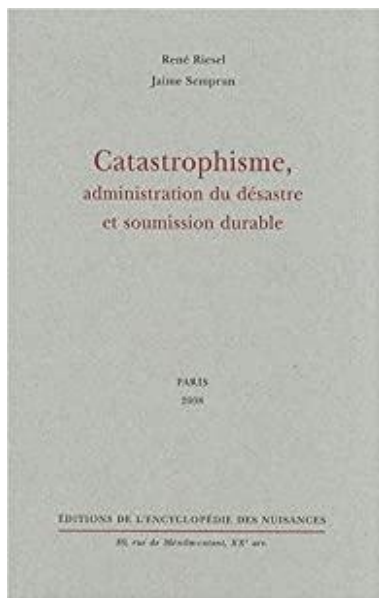
Ces technologies ont quelque chose d'ensorcelant. Elles paraissent sublimer la pesanteur de la vie matérielle. Elles donnent l'impression de nous délivrer des contraintes du temps et de l'espace, des efforts physiques pour nous nourrir, des efforts moraux pour vivre avec les autres. On ne veut pas voir ce qu'il y a derrière l'écran, ni les dégâts sur la nature, ni les rapports de domesticité et d'exploitation abominables qui perdurent ou resurgissent. Commander sur Amazon, par exemple, c'est s'éviter un déplacement dans un magasin. Mais c'est aussi commander au sens propre : donner des injonctions. C'est de la néo-domesticité.

Puis, la propagande est tellement massive ! Pensons à la façon dont les voitures électriques ou à l'hydrogène nous sont présentées comme des solutions miracles par les grands médias et la pub... Que pèsent les voix dissonantes ? Dans dix ans, il sera évident que ces innovations déplacent et aggravent la catastrophe écologique, mais ce sera trop tard parce qu'elles se seront imposées dans les usages.

Cet hiver, il y a eu une autre épidémie : celle de la grippe aviaire, qui a conduit à l'abattage de près de 3 millions de canards dans le Sud-Ouest. Ces dernières décennies, les pandémies se sont multipliées à l'échelle de la planète. Observez-vous un parallèle entre la gestion du Covid et ces différentes épidémies ?

Il y a des parallèles à faire, c'est sûr. Je renvoie aux enquêtes de Lucile Leclerc qui parlent de production industrielle des pandémies à propos des élevages géants. Pour la FAO [*Food and Agriculture Organisation ou, en français, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture – ndlr*], la réponse est de mettre en cause et menacer les petits élevages paysans et domestiques au nom de la « biosécurité ». Le renversement idéologique est total : il est clair que ce sont les grands élevages industriels qui sont des nids à virus et affaiblissent l'efficacité des antibiotiques dont ils utilisent des quantités astronomiques.

Mais en France, cet hiver, les préfetures ont demandé aux maires de recenser toutes les petites basses-cours et de diffuser des mesures d'hygiène extrêmes, typiques des fermes-usines, dans les poulaillers familiaux. Ce credo de la biosécurité, ce soutien inconditionnel à la grande industrie, est-ce un effet de l'ignorance ? Du cynisme ? De la corruption ? Ou d'une folie bureaucratique ?



© Editions de l'encyclopédie des nuisances

Effectivement, on peut se poser les mêmes questions à propos du Covid-19. Comment expliquer la focalisation obsessionnelle sur une

vaccination improvisée, biotechnologique et aux effets radicalement incertains, alors qu'il y a tant à faire socialement pour améliorer l'immunité de la population et lutter contre les comorbidités chroniques que sont le cancer, le diabète, l'obésité, les maladies cardio-vasculaires et rénales ?

Dans leur ouvrage de 2008, *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, René Riesel et Jaime Semprun anticipaient cette façon dont la société de masse traite ses catastrophes industrielles : elle paralyse la réflexion critique par la peur et renforce les facteurs qui sont les causes profondes du problème.

C'est ainsi qu'à un coronavirus de dangerosité modérée, on répond par des mesures qui accentuent l'extractivisme et la déstabilisation des écosystèmes qui aggravent l'état de santé général de la population et son incapacité à se soigner sans moyens technologiques extravagants. L'idéologie hygiéniste, gestionnaire et solutionniste nous enferme dans un cercle vicieux, apparemment durable.

Boite noire

Cet entretien avec Matthieu Amiech a été réalisé chez lui, dans le Tarn, le 5 février 2021. Il a été ensuite relu, amendé et complété.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.